



Les religions et le monde moderne

Les maronites et la modernité



Par **Carole H. Dagher**¹

Écrivain

Secrétaire générale du Centre Maronite de Documentation et de Recherche (CMDR-France)

Que signifie être maronite aujourd'hui, au XXI^e siècle ? Comment se situe une personne maronite par rapport à ses origines, par rapport au Liban auquel l'histoire de sa communauté, voire son identité, est étroitement associée au point de s'y confondre (du moins jusqu'au milieu du XX^e siècle), et par rapport au monde contemporain ? Qu'en est-il des descendants des rudes montagnards qui ont « moulu le rocher » du Mont-Liban pendant des siècles pour en faire des vergers en terrasses ?

Longtemps, la communauté de moines, de cheikhs et de paysans du Mont-Liban épisodiquement transformés en guerriers rebelles (les *marada*), s'est perçue comme une « nation » (à laquelle fait écho la plume du célèbre voyageur du XVIII^e siècle, Volney, comme de Lamartine au siècle suivant). Une nation qui se glorifie aussi de donner, depuis plusieurs décennies, d'authentiques « citoyens du monde ». Paradoxe d'une communauté dont l'un des érudits, prêtre d'exception, le père Michel Hayek, a construit la légende allégorique des deux frères Hafroun et Nafroun, l'un resté dans son village à labourer (du verbe *hafar*) la terre, l'autre s'en détournant (*nafar*), pour émigrer sous d'autres cieux. Le paradoxe n'étant pas le moindre de leurs attributs, ces turbulents maronites, attachés à préserver leur rôle prépondérant au Liban, sont néanmoins capables de se lancer dans des luttes fratricides sanglantes, au point d'altérer définitivement l'équilibre des forces en leur défaveur.

Il en est ainsi de cette singulière communauté, pouvant donner le meilleur comme le pire.

Sa particularité est d'avoir tiré son nom d'un anachorète du IV^e siècle, saint Maron, et d'être devenue, dès le XVI^e siècle, le vecteur de la modernité en Orient. Sous son impulsion, écoles et imprimeries ont fleuri, entraînant la renaissance culturelle et politique du monde arabe dès la fin du XIX^e siècle, ainsi que la naissance et reconnaissance, au début du XX^e siècle, d'un État démocratique au système parlementaire libéral, le Liban. Si les liens privilégiés développés avec l'Occident, et notamment la France, ne sont pas étrangers à une telle évolution, la construction du Collège maronite de Rome (1584), pépinière de savants orientalistes, et la fidélité de l'Église maronite au Saint-Siège

ont sauvé cette dernière d'une ossification et d'un isolement qui ont touché d'autres églises orientales de rite syriaque, non unies à Rome. Cela ne veut pas dire que les maronites sont sortis indemnes des siècles d'adversité, semés de massacres, d'exodes et d'émigration qui ont jalonné leur histoire mouvementée, notamment dans le Mont-Liban. Autant de bouleversements structurels profonds qui ont nécessité une remise en perspective de leur devenir, au cours d'un synode de l'Église (juin 2003-2006) à Notre-Dame de Fatka, à quelques lieues à vol d'oiseau du siège du patriarcat à Bkerké.

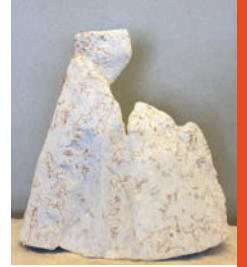
C'est que, depuis le concile de Louayzé (1736) qui avait fait d'eux un peuple d'avant-garde (rénovation du clergé, création d'écoles et instauration de l'enseignement obligatoire et gratuit pour les filles et les garçons), les maronites s'étaient laissé absorber par les questions existentielles d'ordre politique, de la défense de l'émirat

du Mont-Liban (XVI^e-XIX^e s.) à la création de l'État du Grand-Liban sous mandat français (1920), de la gouvernance du pays après l'indépendance (1943) à la naissance de l'État d'Israël et l'afflux massif de réfugiés palestiniens au Liban, de la guerre du Liban (1975-1990) aux accords de Taëf qui y ont mis fin, puis de la gestion de la période de l'après-guerre, entre tutelle syrienne et occupation israélienne, à l'assassinat de Rafic Hariri, ancien Premier ministre, de la révolution du Cèdre faisant suite à cet assassinat (2005), et ses retombées régionales et internationales, à la crise syrienne actuelle.

À travers ces vicissitudes de l'histoire, l'un des défis majeurs qu'ils ont oublié ou évité de relever fut bien celui de leur *aggiornamento*.

Or, au sortir de la guerre libanaise, c'est à une véritable crise identitaire qu'ils sont

Sa particularité est d'avoir tiré son nom d'un anachorète du IV^e siècle, saint Maron, et d'être devenue, dès le XVI^e siècle, le vecteur de la modernité en Orient



confrontés. « La crise reflète un déchirement ou un dilemme intérieur et nécessite la renonciation à des pans du passé qui ne correspondent plus à l'identité ou à la personnalité fondamentales. Elle appelle à un renouveau dans la personnalité », observait l'archevêque maronite de Damas, Mgr Hamid Mourani². En d'autres termes, les maronites avaient une perception anachronique d'eux-mêmes qu'il leur fallait adapter au présent. Il devenait impératif de renouveler les termes de leur mission dans « le monde de ce temps³ ». C'est alors que le père Youakim Moubarac, l'un des principaux penseurs de l'Église maronite et initiateur du Synode maronite (dont les travaux se sont ouverts huit ans après sa disparition), tente une approche audacieuse, d'autocritique constructive, en publiant un fascicule intitulé « Maronites au présent », où il jette les bases d'une véritable démarche de « conversion et de renouveau⁴ ». Sa réflexion demeure toujours aussi pertinente et défriche de nombreuses pistes ; elle rappelle qu'en définitive, c'est bien la capacité des maronites à intercepter et à lire les « signes des temps » qui doit être l'élément clé de leur modernité. Cela implique, en clair, leur capacité à se renouveler eux-mêmes, à opérer un changement en profondeur, de l'ordre spirituel de la *metanoia*.

C'est à des questions essentielles qu'ils sont amenés à répondre, pour se redéfinir dans la « modernité ». Quel rôle peuvent-ils encore jouer dans « le monde de ce temps », à commencer par celui de leurs origines, le monde arabe ? Lorsque la question de l'Orient fut posée au XIX^e siècle, et que les intellectuels maronites militèrent pour la création du Liban, ils furent tiraillés entre deux tendances : les tenants de la « phénicianité », dont l'une des figures de proue fut le poète Charles Corm, et les tenants de l'arabité, au sein de laquelle les maronites s'étaient attribués un rôle pionnier.

Aujourd'hui, pour envisager un rôle et un destin, encore faut-il se demander où va le monde arabe, dont les maronites sont partie intégrante ? Alors que l'islamisation accélérée de la région est en passe d'effacer les derniers vestiges d'une civilisation arabe florissante à laquelle les chrétiens ont beaucoup contribué, comment concevoir l'avenir ?

L'un des aspects du renouveau serait-il de contextualiser leur théologie, comme le préconise le jeune docteur en théologie et en philosophie, Antoine Fleyfel⁵, représentant une nouvelle vague, prometteuse, de penseurs impliqués dans leur Église ? Il faudrait, pour cela, qu'une génération de théologiens prenne la relève des grands, les Michel Hayek, Youakim Moubarac, Jean Corbon, Georges Khodr, Grégoire Haddad. Quelques noms émergent bien dans ce domaine (ainsi par exemple, le père Mouchir Aoun), mais leur influence sur la scène libanaise demeure bien en-deçà de celle exercée par leurs illustres aînés auprès de toutes les communautés, aussi bien musulmanes que chrétiennes.

Comment donc raccorder les maronites à leur histoire, à leur vocation ? Comment redevenir des « passeurs » de modernité ? Et qu'est-ce donc que la modernité au XXI^e siècle ? Une certaine évolution de la pensée et de la culture, un mode d'organisation sociopolitique ? Une avancée technologique ?

Modernité culturelle et politique

La communauté maronite s'est caractérisée par son amour de la liberté. C'est probablement la marque la plus significative d'une modernité qui se situe à trois niveaux : liberté religieuse, liberté de conscience et libertés politiques, comportant la liberté de pensée, d'expression et la liberté de presse. Porteurs d'une conception moderne du rôle de l'individu et de la réussite sociale, dans un contexte de forte emprise du groupe communautaire et de la tribu familiale, les maronites ont fondé un État au sein duquel ils ont pu exercer leurs aspirations citoyennes, à égalité avec leurs compatriotes musulmans. Leurs liens avec la France, notamment, leur donnèrent les outils de leur ambition. La reconnaissance de l'État du Grand-Liban représenta l'apogée de leur combat multiséculaire en Orient. Ce pays était à leur image, reflétant leur vocation au sein de l'Église et de l'Orient : projet de liberté et destin de rebelle, le nom du Assi, fleuve de l'Oronte sur les bords duquel naquit la communauté de Beth Maroun, comme a pu l'écrire le père Michel Hayek. Leur apport fut d'abord celui du témoignage, religieux, culturel et humanitaire (dont les congrégations religieuses essaïmant à travers le Liban, avec leurs écoles, hôpitaux

et œuvres sociales sont la plus éclatante expression), mais aussi du témoignage politique, dont la forme la plus aboutie fut l'alliance entre communautés différentes pour vivre ensemble et surtout, pour construire un État commun. La première alliance, contractée avec les Druzes, fut à l'origine de la formation de l'Émirat du Liban, sous le grand Fakhreddine II Maan (1572-1635). La seconde associa les sunnites à l'indépendance du Liban et à la gouvernance de l'État, sous le nom de Pacte national. Il en résulta une formule de partage du pouvoir, où chrétiens et musulmans participent à égalité aux pouvoirs exécutif et législatif, dans une région où l'Islam n'entend nullement partager sa position dominante avec d'autres minorités. Le Pacte, socle de base de la république, était la plus significative expression de la modernité politique libanaise, basée sur la participation politique, une notion plus que jamais d'actualité dans un monde traversé de poussées identitaires et de besoin de reconnaissance de la part des groupes religieux et ethniques.

En cela, on a pu dire que le Liban était une idée novatrice, de respect et de gestion du pluralisme. Mais il faut bien distinguer entre le Pacte (*mithaq*) et la formule (*sigha*). Le premier relève du symbole inaliénable, il est le principe fondateur de la démocratie libanaise, la seconde est changeable, perfectible, au service du Pacte qu'elle doit protéger et promouvoir, un *modus vivendi* entre communautés.

Or la pratique a perverti la formule libanaise. La répartition confessionnelle des charges, donnant lieu à des marchandages interminables entre les préposés à la représentation communautaire, s'est transformée en un bazar favorisant le népotisme, le clientélisme et les « fromagistes », dans une constante dégradation des attributs de l'État et de la notion du service public. La responsabilité

1 - Écrivain, secrétaire générale du Centre maronite de documentation et de recherche (CMDR-France).

2 - Hamid Mourani, « Identité maronite entre détresse et renouveau », conférence au séminaire L'identité dans la Constitution et l'Exhortation Apostolique, 1998.

3 - Pour reprendre le titre de la constitution pastorale, *L'Église dans le monde de ce temps, Gaudium et Spes*, issue du Concile de Vatican II et promulguée par le Pape Paul VI le 8 décembre 1965.

4 - *Maronites au présent, Libres approches d'un aggiornamento*, publié sous le pseudonyme de l'abbé Youssef Samya, Editions Cariscrypt, 1991.

5 - Antoine Fleyfel, *La Théologie contextuelle arabe*, modèle libanais, Editions L'Harmattan, 2011.



Les religions et le monde moderne

de cette défaillance, les maronites ne l'ont pas portée seuls, mais en association avec leurs partenaires des autres communautés. C'est néanmoins sur leurs épaules qu'est tombé le blâme, à travers la qualification du système de « maronitisme politique ». L'échec de la construction d'une citoyenneté dépassant l'appartenance communautaire au profit d'une appartenance nationale, pose une sérieuse hypothèque sur l'avenir. Le Pacte et la formule sont arrivés à bout de souffle dans une société minée par les allégeances confessionnelles et tribales. Un nouveau Pacte national reste à réinventer.

Le défi d'un *aggiornamento*

Mais les maronites y croient-ils encore ? Ont-ils encore les moyens politiques ou l'audace intellectuelle pour proposer quelque chose de nouveau ?

Oui, un *aggiornamento* est nécessaire, pour bousculer les peurs et sortir de la tentation du repli sur des acquis historiques – qui, sans vision d'avenir, risquent très vite d'être perdus dans un combat d'arrière-garde.

Pour cela, il faut renouer avec la liberté de penser et de proposer. Oser réfléchir ainsi à une forme de laïcité qui puisse guérir la société libanaise – et arabe – du fléau communautariste, et donner l'exemple, dans (malgré ?) un Moyen-Orient en proie à ses vieux démons de revanche entre minorités et majorité

ethniques ou religieuses. C'est le combat sans cesse recommencé pour séparer la sphère politique du religieux, libérer les aspirations de l'individu et contribuer à l'émergence d'une véritable citoyenneté. Pour, en un mot, construire un État de droit démocratique.

Si l'avenir des chrétiens restés en Orient est celui d'une communauté de destin national et d'apparement culturel avec leurs compatriotes musulmans (tel fut le sens de la visite du Pape Benoît XVI au Liban, en septembre 2012), il nécessite un véritable apostolat, qui doit s'articuler aussi dans l'éducation, la recherche scientifique et universitaire, la création artistique et littéraire, la pensée, le droit des femmes, celui des travailleurs étrangers, le respect de l'autre, le retour aux valeurs morales.

C'est à ce prix-là seulement qu'une « patrie des droits de l'homme » sera construite en Orient, dans la lignée pionnière des penseurs humanistes de la *Nahda*.

On n'en est malheureusement pas là.

Après la guerre, les Libanais sont entrés de plain-pied dans une ère de reconstruction de leur pays et de leur capitale. Très vite cependant, la frénésie bétonneuse et commerciale s'est emparée d'eux, rendant tout leur patrimoine « cessible » et monnayable ; elle s'est exprimée par la prolifération des tours et la démolition du paysage urbain et architectural qui conférerait son identité, son charme et sa douceur de vivre méditerranéenne à Beyrouth.

Le mal quasi-universel des sociétés modernes a largement dépassé au Liban la cote d'alerte. La destruction de l'environnement, le « développement » anarchique, reflétant l'esprit du lucre et rien d'autre, qui ont défigurés Beyrouth et ses banlieues, sont la traduction, dans le ciment, de l'état d'esprit des Libanais en général, et des chrétiens en particulier : perte du

sens et volonté d'exploiter commercialement chaque cm² de leurs biens, pour en tirer un profit matériel justifiant à leurs propres yeux leur présence sur une terre dont l'avenir leur paraît incertain, voire inquiétant.

Car pour envisager l'avenir, il faut de la confiance.

Celle-ci n'existe plus, à

l'heure où le Proche-Orient connaît une crise identitaire profonde. Peut-on, encore et toujours, tenter d'y faire entendre une voix différente, celle du progrès et de la dignité humaine, dans des efforts qui ressemblent à ceux de Sisyphe ? Pour les chrétiens d'Orient, vivre à l'heure moderne, c'est partir, renoncer à son héritage, pour s'arrimer à un universalisme synonyme d'avenir. Qui peut les blâmer de vouloir choisir une vie meilleure, l'épanouissement individuel, la liberté de conscience, la sécurité et la démocratie qu'offre l'Occident ?

Émigration, diaspora, expansion

En 2020, l'État libanais fêtera le centenaire de sa naissance. Le siècle écoulé aura été marqué par une émigration croissante, au rythme des guerres, massacres, exodes et

contraintes économiques qui ont jalonné l'histoire du Proche-Orient.

Parallèlement, le lien à la terre s'est rompu au moment même où une « modernisation », dans le sens d'une occidentalisation, a eu lieu, induisant un profond changement dans la personnalité et la culture du groupe. Le passage, en un demi-siècle, de la condition rurale et artisanale à la condition citadine et aux activités tertiaires, s'est accentué de manière effrénée après la guerre. Le corollaire en a été une perte d'identité graduelle, qui atteint son paroxysme à l'heure actuelle. Ainsi le rapport au village, les traditions liées à une vie agricole et au rythme des saisons, la culture marquée par le *zajal* (poème vernaculaire du Mont-Liban), les veillées familiales autour du poêle et du *hakawati* (conteur), la pratique de la 'aouné, l'entraide au village, ont été bousculés, relégués au rang d'un folklore sublimé par la voix de Feyrouz et les opérettes nostalgiques des grands compositeurs Rahbani ou Roméo Lahoud. Historiquement, la montagne libanaise avait été le berceau, le rempart, le bastion physique et spirituel, la terre nourricière, en bref l'*alma mater* de la nation maronite, dont la *Qadisha*, la Vallée sainte, représente l'épitomé. Ce rapport ombilical à la terre, on le retrouve dans le patronyme des maronites, qui renvoie aux noms de leurs villages, « comme si la terre était l'arbre généalogique des maronites » (Michel Hayek).

Aujourd'hui, le lien à la terre est devenu principalement un lien d'exploitation immobilière. Cette problématique fut au cœur du dernier synode de l'Église maronite. Quant à l'émigration, d'après les chiffres de la Fondation maronite dans le monde, 80 % des maronites vivent hors du Liban, ce qui rend nécessaire le développement d'une « pastorale de l'émigration », comme le souligne l'Exhortation apostolique post-synodale *Ecclesia in Medio Oriente*, sur les chrétiens d'Orient, signée par Benoît XVI au Liban, le 14 septembre 2012.

L'Église maronite, au cours de son dernier synode, avait appelé de ses vœux le plein exercice de ses droits comme Église *sui juris*, au sein de la communion romaine. Elle a pris son parti de devenir une « Église de l'expansion », et a opéré un virage révélateur en renonçant à l'utilisation, douloureuse et surannée, du terme dispersion (*chatât*) ou

Pour les chrétiens d'Orient, vivre à l'heure moderne, c'est partir, renoncer à son héritage, pour s'arrimer à un universalisme synonyme d'avenir



diaspora, pour qualifier ses fils disséminés aux quatre coins du monde, devenus citoyens de leurs pays d'accueil depuis trois générations.

Ainsi ressort l'importance de la création toute récente en France, d'une éparchie maronite en 2012. 27 diocèses maronites dans 13 pays ont pour objectif fondamental de rattacher les maronites à leur héritage et de préserver l'unité de l'Église autour de son patriarche. Cela n'entache en rien une vocation œcuménique, d'ouverture et de communion.

Bien au contraire, il y aurait, dans l'organisation de sa diversité dans l'unité, et la richesse de sa contribution, un facteur d'espoir et le point de départ d'une ère maronite nouvelle, comme a pu l'espérer le père Youakim Moubarac : « La modernité de l'Église maronite est le premier aspect

**Père Youakim
Moubarac :**
« La modernité de
l'Église maronite est
le premier aspect
de son caractère
diasporique »

de son caractère diasporique », écrit-il. La maronité aurait donc « tout à gagner par son inculturation nouvelle et multiple dans les quatre espaces géoculturels

qui sont désormais les siens, francophone, anglophone, lusophone et hispanophone », à la manière de l'Église universelle. Elle serait même le salut de la maronité arabophone, qui « risquerait autrement de s'étriquer et de se fossiliser dans la mesure où elle prétendrait se perpétuer telle quelle dans les espaces qui ne sont pas les siens⁶ ».

La prodigieuse révolution des communications permet de retisser avec la diaspora des liens érodés par la distance et d'apporter sa propre touche culturelle aux échanges internationaux. Les maronites, à travers les associations qu'ils ont fondées dans leurs pays d'accueil, ont multiplié le recours à ces

autoroutes de l'information qui abolissent les distances.

Ainsi le monde moderne permet, paradoxalement, de renouer avec ses constantes, de rester fidèle à soi-même et à son patrimoine, et, dans la vaste prairie, de libérer un parfum unique au milieu des autres fleurs. C'est là aussi, le champ d'un autre apostolat, où les chrétiens d'Orient sont appelés à porter leurs valeurs et leur foi dans des pays minés par l'individualisme et le relativisme moral et religieux.

Mais pour relever ce nouveau défi, la véritable question, posée par le père Michel Hayek, est de savoir si les maronites « sauront retrouver cette philosophie de plein air que saint Maron a inventée (...) et redécouvrir leur véritable patrie qui est d'abord un espace spirituel ? » ■

6 - Ibid., p.63.

B U L L E T I N D ' A B O N N E M E N T



l'ena hors les murs

Je souscris à abonnement(s) d'un an à l'ENA Hors les murs au prix annuel unitaire de 52,00 € (France) ou 85,00 € (Étranger).

Nom

Prénom

Adresse

Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de € libellé à l'ordre de l'AAE-ENA

Demande d'abonnement à retourner accompagné de votre règlement à : l'ENA Hors les murs 226, Bd Saint-Germain – 75007 Paris – Tél. : 01 45 44 49 50 – Télécopie : 01 45 44 02 12